



Pourquoi l'UE se met en rang contre la Chine

L'Art de la guerre

Par [Manlio Dinucci](#)

Région : [Asie](#)

Mondialisation.ca, 25 mai 2021

[ilmanifesto.it](#)

Le Parlement européen a gelé le 20 mai la ratification de l'Accord Ue-Chine sur les investissements, conclu en décembre par la Commission européenne après sept années de tractations. La résolution a été approuvée à une majorité écrasante avec 599 voix pour, 30 contre et 58 abstentions. Formellement, elle se trouve motivée comme riposte aux sanctions chinoises contre des membres du Parlement européen, décidées par Pékin après que ses fonctionnaires avaient été soumis à des sanctions sur l'accusation, rejetée par la Chine, de violation des droits humains en particulier des Ouïgours. Les législateurs Ue soutiennent que, tandis que les sanctions chinoises sont illégales parce qu'elles violent le droit international, celles de l'Ue sont légales parce qu'elles se fondent sur la défense des droits humains établie par les Nations Unies.

Quel véritable motif se cache derrière le paravent de la "défense des droits humains en Chine" ? La stratégie, lancée et conduite par Washington, pour recruter les pays européens dans la coalition contre la Russie et la Chine. Le levier fondamental de cette opération est le fait que 21 des 27 pays de l'Union européenne sont membres de l'OTAN sous commandement USA. Au premier rang contre la Chine, comme contre la Russie, se trouvent les pays de l'Est en même temps membres de l'OTAN et de l'Ue, lesquels, étant plus liés à Washington qu'à Bruxelles, accroissent l'influence étasunienne sur la politique étrangère de l'Ue. Politique qui suit substantiellement celle des Etats-Unis surtout par l'intermédiaire de l'OTAN. Mais tous les alliés ne sont pas sur le même plan : Allemagne et France se mettent d'accord en sous-main avec les Etats-Unis sur la base de convenances réciproques, l'Italie par contre obéit en se taisant au détriment de ses propres intérêts. Le secrétaire général de l'OTAN Stoltenberg peut ainsi déclarer, au terme de sa rencontre avec le président français Macron le 21 mai : "Nous soutiendrons l'ordre international fondé sur les règles contre la poussée autoritaire de pays comme la Russie et la Chine"(voir aussi : <https://www.nato.int/cps/fr/natohq/index.htm>).

La Chine, que l'OTAN mettait jusqu'ici au second plan comme "menace" en focalisant son énergie sur la stratégie contre la Russie, se trouve à présent placée sur le même plan. Ceci se produit dans le sillage de ce qu'on est en train de faire à Washington. Où la stratégie contre la Chine est sur le point de devenir loi. Au Sénat des Etats-Unis a été présenté le 15 avril, sur initiative bi-partisane du démocrate Menendez et du républicain Risch, le projet de loi S. 1169 sur la Compétition Stratégique avec la Chine. La motivation de la loi ne laisse pas de doute sur le fait que c'est une confrontation tous azimuts : "La République Populaire Chinoise est en train de tirer parti de son pouvoir politique, diplomatique, économique, militaire, technologique et idéologique pour devenir un concurrent mondial stratégique, presque à égalité, des Etats-Unis. Les politiques poursuivies de plus en plus par la RPC dans

ces domaines sont contraires aux intérêts et aux valeurs des Etats-Unis, de ses partenaires et d'une grande partie du reste du monde". Sur cette base, la loi stipule des mesures politiques, économiques, technologiques, médiatiques, militaires et autres contre la Chine, visant à la frapper et à l'isoler. Une véritable déclaration de guerre, pas au sens figuré. L'amiral Davidson, qui est à la tête du Commandement Indo-Pacifique des Etats-Unis, a requis au Congrès 27 milliards de dollars pour construire autour de la Chine un rideau de bases de missiles et systèmes satellites, y compris une constellation de radars sur plateformes spatiales. Pendant ce temps augmente la pression militaire USA sur la Chine : des unités lance-missiles de la Septième Flotte croisent en Mer de Chine Méridionale, des bombardiers stratégiques de l'US Air Force ont été déployés sur l'île de Guam dans le Pacifique Occidental, tandis que des drones Triton de l'US Navy ont été approchés de la Chine en les transférant de Guam au Japon. Dans le sillage des Etats-Unis, l'OTAN aussi étend sa stratégie à l'Asie Orientale et au Pacifique où -annonce Stoltenberg- "nous avons besoin de nous renforcer militairement avec des partenaires proches comme l'Australie et le Japon". Le Parlement européen n'a donc pas accompli simplement un nouveau pas dans la "guerre des sanctions" contre la Chine. Il a accompli un nouveau pas pour amener l'Europe en guerre.

Manlio Dinucci

Article original en italien :



[Perché la Ue si schiera contro la Cina](#)

Edition de mardi 25 mai 2021 d'*il manifesto*

<https://ilmanifesto.it/perche-la-ue-si-schiera-contro-la-cina/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est ilmanifesto.it

Copyright © [Manlio Dinucci](#), ilmanifesto.it, 2021

Articles Par : **[Manlio Dinucci](#)**

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste, ex-directeur exécutif pour l'Italie de l'International Physicians for the prevention of Nuclear War, association qui a reçu le Prix Nobel de la Paix en 1985. Porte-parole du Comitato no Guerra no Nato (Italie) et chercheur associé de Global Research (Canada). Prix

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca